

**Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1184  
17 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS ET FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 17 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU  
MAROC AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'attirer votre attention et l'attention des membres du Conseil de sécurité sur certaines dispositions du projet de résolution S/1998/1183 du Conseil qui vont à l'encontre des dispositions du plan de règlement et lèsent nos intérêts nationaux.

En effet, le Conseil de sécurité, dans le troisième paragraphe du préambule de ce projet de résolution, se félicite que le Gouvernement marocain ait déclaré son intention et "que le Front POLISARIO ait officiellement accepté d'appliquer l'ensemble de mesures visé au paragraphe 2 du rapport du Secrétaire général" (S/1998/1160).

Ce paragraphe du préambule ne reflète pas exactement la réalité. En effet, le Gouvernement marocain s'est effectivement félicité de l'arbitrage du Secrétaire général en faveur des 65 000 candidats. Mais en ce qui concerne l'ensemble de mesures proposé par le Secrétaire général, le Gouvernement marocain a déjà attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la non-conformité au plan de la simultanéité d'identification et de recours comme il a communiqué au Secrétaire général sa position sur les différents protocoles qui lui ont été soumis, et il attend la réaction du Secrétaire général.

Quant à l'hommage que l'on voudrait rendre à l'autre partie pour son acceptation de l'ensemble de mesures, c'est un tribut pour le moins injustifié.

Ce projet de résolution ne mentionne à aucun moment les quatre années que nous avons perdues par la faute de l'autre partie; la dernière année étant celle qui s'est écoulée depuis Houston.

Ce projet de résolution ne mentionne pas non plus que la recommandation du Secrétaire général en novembre 1995, qui avait fait l'objet d'une résolution (publication provisoire) et qui a réglé déjà le problème des groupes tribaux d'une manière équitable et juste, a tout simplement été retirée à la suite de certaines pressions.

De toute manière, le principal élément de l'ensemble des propositions du Secrétaire général, la simultanéité, ne concerne pas l'autre partie du moment que l'identification des candidats présentés par cette partie est déjà achevée.

En outre, le protocole sur les réfugiés concerne un des pays hôtes et non l'autre partie.

Aux termes du paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution S/1998/1183, le Conseil de sécurité déciderait de proroger le mandat de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) jusqu'au 31 janvier 1999 en vue de poursuivre les consultations au sujet des propositions du Secrétaire général.

Il serait souhaitable de ne pas restreindre ces discussions en nous empêchant d'aborder les problèmes qui se posent comme on entend le faire dans la dernière phrase du paragraphe 1 du dispositif qui demande de ne pas altérer l'essence des mesures proposées ou de remettre en question les principaux éléments des propositions du Secrétaire général.

Le Gouvernement marocain ne partage pas la perception que voudrait exprimer le Conseil de sécurité au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution S/1998/1183 selon laquelle la mise en oeuvre de la proposition du Secrétaire général relative à la simultanéité témoignerait clairement de la disposition des parties "à accélérer le processus référendaire".

En effet, le Gouvernement marocain a déjà attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la non-conformité de cette simultanéité au plan de règlement.

En outre, dans sa réponse au Secrétaire général, le Gouvernement marocain a attiré l'attention sur les conséquences négatives dans sa forme actuelle de la mise en oeuvre de cette proposition, au niveau politique et au niveau du maintien de l'ordre dans la région.

Nous espérons que le Conseil de sécurité prendra en considération les préoccupations légitimes du Gouvernement marocain dans le projet de résolution afin de lui permettre d'adhérer, sans grande difficulté, à la résolution, une fois son adoption intervenue.

Je vous prie de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre aux membres du Conseil de sécurité et de la faire publier comme document du Conseil.

L'Ambassadeur

(Signé) Ahmed SNOUSSI

-----